



Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-14 – du 17 août au 11 septembre 2019

- *Podemos et le PSOE publient leurs propositions de mesures.*
- *La Catalogne porte plainte contre l'État pour réclamer des compensations au titre du financement régional.*
- *Un quart des contrats de travail signés au cours du mois de juillet ont eu une durée de moins d'une semaine.*

Indicateurs macro		
Croissance PIB (t/t)	+0,5 %	T2 2019
Croissance PIB (g.a)	+2,3 %	
Indice de Production Industrielle (g.a)	0,8 %	07/19
Dette (% du PIB)	98,7 %	T1 2019
Déficit public (% du PIB)	-0,3 %	T1 2019
Exportations (g.a)	+1,7 %	06/19
Importations (g.a)	+1,6 %	06/19
Inflation sous-jacente (g.a)	+0,9 %	07/19

Marchés financiers		
	Cette semaine	Numéro précédent
IBEX 35	9 059,5	8 670,4
Rendement obligation à 10 ans (%)	0,28	0,10
Prime de risque (pp)	0,84	0,78
Emploi		
Taux de chômage (données cvs)	14,1 %	T2 2019
Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	+72 000	T2 2019

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

Actualité Economique

Podemos et le PSOE publient leurs propositions de mesures respectives. Le document de Podemos, publié le 20 août, reprend en substance le programme économique du parti aux élections d'avril. Le PSOE a publié à la suite, le 3 septembre, un document de 370 propositions, intégrant certains éléments du programme de Podemos (« Green New Deal » au niveau de l'UE par exemple ; cf. *Tableau 1*). D'autres priorités sont partagées : augmentation de la fiscalité des grandes sociétés, éducation publique de 0 à 3 ans, indexation des retraites sur l'IPC. Un accord doit être trouvé au plus tard le 23 septembre, faute de quoi de nouvelles élections législatives auront lieu le 10 novembre.

MACROECONOMIE

Le déficit commercial atteint son plus haut niveau en 8 ans au S1 2019. Selon le dernier rapport du commerce extérieur du Ministère d'Industrie, Commerce et Tourisme, l'Espagne a enregistré un déficit commercial de 14,7 Md EUR au S1 2019, soit une hausse de +0,9 % en g.a. C'est son plus haut niveau depuis le S1 2012, période pendant laquelle le déficit commercial a dépassé 19 Md EUR. Les exportations de biens ont augmenté de +1,7 % en g.a, variation impulsée par les biens d'équipement (+ 6,7% g.a), les produits alimentaires, boissons, tabac (+3,5 % g.a) et les produits chimiques

(+3,2 % g.a). Par ailleurs, les importations ont enregistré une hausse de +1,6 % g.a pour atteindre 162,1 Md EUR, maximum historique selon les douanes espagnoles, grâce aux biens d'équipement (+4,5 % g.a), les produits énergétiques (+0,6 % g.a) et les produits chimiques (+6,7 % g.a). Les échanges au sein du secteur automobile ont diminué au niveau des exportations (-5,7 % g.a) et des importations (-2,5 % g.a).

L'IPC tombe en août à son plus bas niveau depuis 2016 (+0,3 %). La chute ce mois du prix de l'électricité (-30 % g.a. dans les marchés de gros), alors qu'il avait fortement augmenté en août 2018 est à l'origine de cette évolution. La tendance est baissière depuis le mois d'avril. Néanmoins, l'inflation sous-jacente est très stable jusqu'au mois de juillet, dernière donnée disponible (cf. *graphique 1*).

FINANCES PUBLIQUES

La Catalogne porte plainte contre l'État pour réclamer des montants dus au titre du financement régional. Toutes les régions reçoivent des acomptes du système de financement qui sont inférieurs de 4 Md € à leurs prévisions : celles-ci étaient établies à partir du projet de budget 2018, qui a été rejeté. La Catalogne, qui vient de sortir en 2018 de la procédure de contrôle financier direct de l'État et fait du respect des cibles de déficit une priorité, a été contrainte de réduire de 6 % les prévisions de dépenses de ses entreprises publiques. La *Generalitat* a annoncé des



mesures pour réclamer immédiatement 0,9 Md EUR, qu'elle considère « illégalement retenu » par l'État (montants qui seraient dans tous les cas perçus lors de la régularisation, dans deux ans). La Catalogne exige également 0,5 Md EUR qui correspondent à la mise en place d'un système de transmission automatique d'information pour la TVA, qui a décalé le transfert de 2,5 Md EUR aux régions de 2019 à 2020. Le gouvernement souhaite prendre un décret-royal urgent pour transférer ces montants aux régions, mais il doit pour ce faire être formellement investi. Le Parti populaire a présenté une proposition de résolution au Congrès le 10 septembre pour demander au gouvernement d'octroyer des crédits sans intérêts pour que les régions puissent recevoir rapidement ces fonds, cette résolution n'a pas été adoptée.

MARCHE DU TRAVAIL

Un quart des contrats signés au mois de juillet ont eu une durée de moins d'une semaine. Selon le Service Public d'Emploi de l'Etat (SEPE), 2,17 M contrats ont été signés sur le marché du travail en juillet 2019, dont 36% à temps partiel et dont 25 % ont eu une durée de moins d'une semaine. Les contrats à durée indéterminée (CDI) ont représenté 8,5 % du total, dont 111 636 contrats nouveaux et 74 077 conversions. Le secteur des services est celui a embauché le plus pendant la période (75% du total), notamment dans le secteur hôtelier et de la restauration (22 %).

Le nombre de chômeurs étrangers atteint son niveau le plus bas depuis octobre 2008. Selon les chiffres du SEPE, le nombre d'étrangers en situation de chômage a baissé de -1,2 % en juillet 2019 (4 509 personnes) par rapport au mois précédent et de -2,4 % (8 875 personnes) en variation annuelle. 63 % sont extra-communautaires ; six chômeurs étrangers sur dix sont des femmes, 94 % ont plus de 25 ans et environ 60% travaille dans le secteur des services.

Entre 2014 et 2019, le nombre de travailleurs autonomes âgés de plus de 50 ans a augmenté de plus de 200 000 personnes. Selon la Fédération Nationale des Associations de Travailleurs Autonomes (ATA), la difficulté de trouver un emploi salarié serait à l'origine de ce phénomène. Actuellement, 1 385 495 travailleurs autonomes âgés de plus de 50 ans sont enregistrés à la Sécurité Sociale, soit 42% du total. Entre juin 2017 et juin 2019, il y a eu une baisse du nombre de travailleurs autonomes dans toutes les tranches d'âge en dessous des 50 ans : -1 % pour la tranche 16-30 ans ; -0,9 % pour la tranche 31-35 ans ; -1,1 % pour la tranche 36-49 ans.

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

Santander, BBVA et Bankinter ont été les banques les plus efficaces du secteur financier espagnol au S1 2019. Leurs ratios d'efficience (charges autres que les intérêts en pourcentage du total des produits) sont les plus bas du secteur, atteignant 47,4 %, 49 % et 51,2 % respectivement. Le gain d'efficience de Santander (-0,1 pp a/a), s'expliquent principalement par les synergies créées suite à l'achat de Banco Popular en 2017, estimées en avril 2019 à 750 M EUR. Le ratio de BBVA a connu une baisse plus prononcée de -0,7 a/a, notamment grâce à la transformation numérique (les ventes numériques représentent environ 60% du total des ventes du groupe en juin 2019). Bankinter a réussi à diminuer son ratio de -0,33 pp a/a malgré l'acquisition récente d'Evo Banco et de sa filiale de crédit à la consommation Avantcard en Irlande. Les ratios de Bankia (54,6 %), Sabadell (54,72 %) et Caixabank (67 %) sont supérieurs à 54 %.

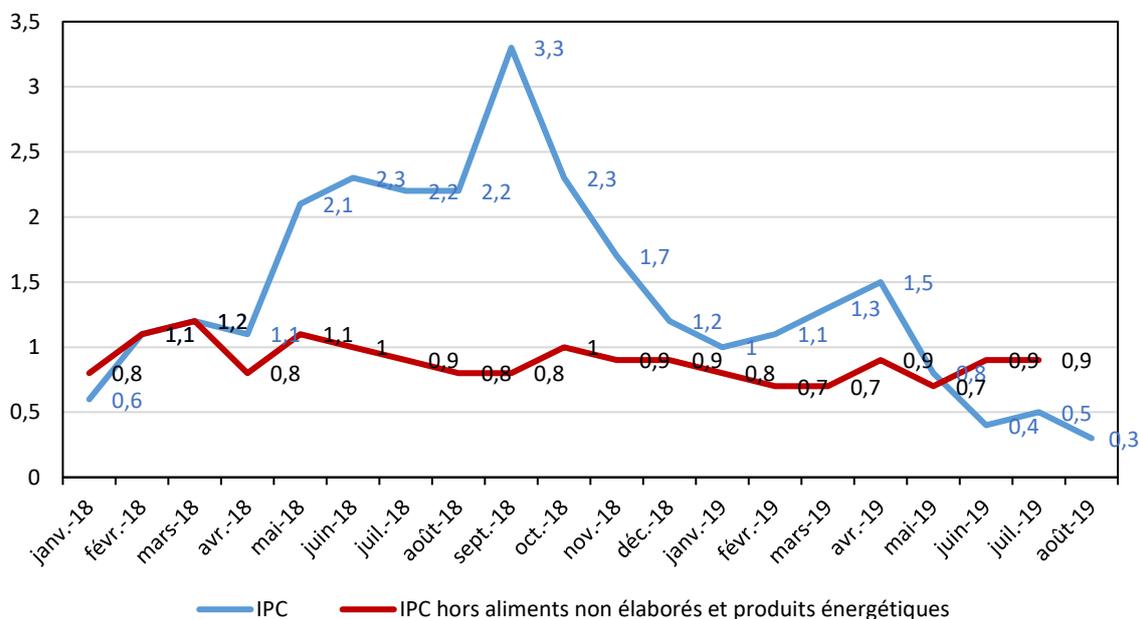
Fermeture de 700 agences bancaires au S1 2019. Selon les résultats du premier semestre de BBVA, Caixabank, Banco Santander, Bankia et Banco Sabadell, le nombre d'agences en Espagne a diminué de 701 par rapport au S1 2018. Caixabank a enregistré la baisse la plus importante parmi ces entités, passant de 4742 agences au S1 2018 à 4 430 au S1 2019, soit 312 agences fermées (-6,6 % g.a). Banco Santander présente une baisse de 221 agences, qui sera poursuivie par la fermeture progressive de 1 150 agences à partir de septembre pour réduire le chevauchement avec celles de Banco Popular. BBVA a fermé 148 agences ; Bankia et Sabadell 7 et 13 respectivement.

SECTEUR IMMOBILIER

Le marché immobilier espagnol reste stable au T2. L'indice de conjoncture immobilière européenne Deutsche Hypo Reecox indique que le marché espagnol est stable suite à un T1 positif. Par ailleurs, l'indice européen, regroupant la conjoncture de l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Pologne et les Pays Bas, a reculé de -1,8 % sur la même période. Cet indice utilise cinq variables : l'IBEX 35, l'indice immobilier ES BCN 5, l'indicateur du climat économique (ESI) de la Commission Européenne pour l'Espagne, les taux d'intérêt de la BCE et les taux d'intérêt des obligations espagnoles à dix ans.



Graphique 1 – Taux de variation annuelle de l'inflation



Source : Ine

Tableau 1 – 6 axes de mesures proposées par le PSOE : comparaison avec le programme de Podemos

Axe	PSOE (03/09)	Podemos (20/08)
1 - Marché du travail	<ul style="list-style-type: none"> Modification des aspects les plus préjudiciables de la réforme du marché du travail de 2012, incluant la procédure pour modification des conditions du travail, la réduction de l'instabilité et de la rotation des postes et la mention explicite des horaires pour les contrats à temps partiel. Hausse progressive du salaire minimum jusqu'à 60% du salaire moyen en fin de législature. Indexation des retraites selon l'IPC. Suppression du « facteur de soutenabilité » pour le régime de retraites. 	<ul style="list-style-type: none"> Retour en arrière total sur la réforme du marché du travail de 2012. Augmentation du salaire minimum à 1200€. Indexation des retraites selon l'IPC Suppression du « facteur de soutenabilité » pour le régime de retraites
2 – Féminisme, inégalités sociales et qualité démocratique	<p>Egalité hommes-femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> Égaliser les congés de paternité et maternité (16 semaines d'ici 2021) et les rendre intransférables d'un parent à l'autre. <p>Corruption et lien secteur public/secteur privé</p> <ul style="list-style-type: none"> Régulation plus effective des conflits d'intérêts pour réduire le phénomène de « portes tournantes ». Augmentation des effectifs des forces de police et de sécurité de l'Etat dans le cadre d'un Plan National contre la corruption. <p>Dépenses sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> Education : universalisation de l'éducation publique de 0 à 3 ans et augmentation des dépenses. Santé : élimination progressive des tickets modérateurs, élimination totale en fin de législature et garanties pour éviter l'introduction d'autres tickets modérateurs à l'avenir. <p>Impôts</p> <ul style="list-style-type: none"> Réforme des impôts sur les grandes entreprises (minimum 15%) et les institutions bancaires et sociétés d'hydrocarbures (jusqu'à 18%). 	<p>Egalité hommes-femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> Égaliser les congés de paternité et maternité (16 semaines d'ici 2021) et les rendre intransférables d'un parent à l'autre. <p>Corruption et lien secteur public/secteur privé</p> <ul style="list-style-type: none"> Augmenter les limites à la reconversion des politiques dans le privé. Création d'une unité de police centrée sur la corruption et dépendant des juges et non du gouvernement. <p>Dépenses sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> Education : universalisation de l'éducation publique de 0 à 3 ans et augmentation des dépenses. Santé : élimination des tickets modérateurs, retour en arrière sur les privatisations. <p>Impôts</p> <ul style="list-style-type: none"> Augmenter les impôts pour les contribuables les plus aisés (impôt sur les revenus, établissement de minimums effectifs pour l'impôt sur les sociétés). Mise en place d'une <i>Taxe Tobin</i>.



	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une <i>Taxe Tobin</i> (0,2 % sur les opérations d'achat d'actions espagnoles par des opérateurs du secteur financier). Création d'une taxe sur le numérique. <p>Logement</p> <ul style="list-style-type: none"> Approfondissement des mesures déjà mises en place pour freiner les hausses des prix des loyers constituant un « abus », avec des outils normatifs, fiscaux et statistiques. Augmentation des loyers sociaux. Promotion de mesures pour éviter l'exclusion résidentielle et favoriser le relogement immédiat des personnes en situation de vulnérabilité socio-économique. Renforcement du rôle de SEPES (Entidad Pública Empresarial de Suelo : agence étatique de gestion des domaines) et de l'ICO (Instituto de Crédito Oficial) pour promouvoir la construction et la réhabilitation. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un impôt extraordinaire sur les banques pour qu'elles remboursent le sauvetage public. <p>Logement</p> <ul style="list-style-type: none"> Diminution des prix des loyers en limitant les hausses « qui constituent un abus », Augmentation des loyers sociaux. Interdiction des expulsions des logements habituels pour les personnes n'ayant pas d'autre possibilité de logement. Mise en place d'un plan ambitieux de renouvellement énergétique des constructions.
<p>3 – Environnement, transition écologique, agriculture et pêche</p>	<ul style="list-style-type: none"> Etablissement d'un impôt européen sur le CO2 et adoption d'une loi sur le changement climatique ainsi que d'une stratégie de transition juste. Calendrier de fermeture des centrales nucléaires avec un objectif 100% renouvelable en 2050. Interdiction à l'horizon 2040 de la vente de véhicules de tourisme et utilitaires légers émetteurs d'émissions de CO2. 	<ul style="list-style-type: none"> Adoption d'une loi sur le changement climatique et transition énergétique et d'une stratégie de transition juste Adoption de la législation nécessaire assurant le respect des objectifs fixés par la Stratégie nationale 2019-2024 de lutte contre la précarité énergétique. Fermeture des centrales nucléaires et à charbon dès que possible. Calendrier de fermeture des centrales nucléaires dans les délais les plus brefs. Lancement d'AO de 4000MW d'ENR/an afin d'atteindre les objectifs énergie-climat UE. Interdiction à l'horizon 2040 de la vente de véhicules de tourisme et de véhicules utilitaires légers émetteurs d'émissions de CO2. Création d'une « entreprise électrique publique ».
<p>4 – Avancées scientifiques, technologiques et transition numérique</p>	<ul style="list-style-type: none"> Mesures pour augmenter la qualité de l'emploi des chercheurs (financement, procédures administratives, etc.). Plan stratégique pour le retour des chercheurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Mesures pour augmenter la qualité de l'emploi des chercheurs. Plan pour le retour des chercheurs.
<p>5 – Union européenne</p>	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du leadership de l'Espagne en Europe Promotion du rôle de l'UE en matière de droits humains, changement climatique et migrations. « Green New Deal » au niveau de l'UE. 	<ul style="list-style-type: none"> Impulsion d'une « nouvelle Europe, plus démocratique et sociale ». Faire que le gouvernement de coalition PSOE-Podemos soit un exemple au niveau européen de « sortie sociale et démocratique de la crise ». « Green New Deal » au niveau de l'UE.
<p>6 – Structure territoriale</p>	<ul style="list-style-type: none"> Création de Bureaux Régionaux d'Information et Action contre le Dépeuplement pour impliquer les gouvernements autonomes et locaux dans la prestation des services publics dans le milieu rural. Promotion du système actuel d'assurance agricole et mise à jour de la loi 45/2007 pour le développement durable du milieu rural. 	<ul style="list-style-type: none"> Garantir partout les services publics, investir en infrastructures « pour structurer le territoire ». Établir des prix minimums pour les agriculteurs.

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Ensenada, 10
28004 Madrid

Rédigé par : Álvaro Carranza, Miguel García

Abonnement/désabonnement : espagne@dtresor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/bays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : [@FR_Eco_Iberica](https://twitter.com/FR_Eco_Iberica)



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.